



Déclaration liminaire pour le CSA-S du 12 novembre 2024

Madame la Directrice académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D,

Il n'est pas dans nos habitudes, à l'UNSA-Education de Vendée, de commencer nos interventions par un point politique, mais une rentrée qui s'est faite sans ministre est assez exceptionnelle. La maison vacille mais tient encore par l'énergie et l'engagement professionnel des personnels de l'Education, mais jusqu'à quand ? Cette période tumultueuse, où l'Education a été en proie à une instrumentalisation politique et médiatique, laisse des traces. Notre « baromètre des métiers » montre que 88 % des personnels sont en désaccord avec les choix politiques. Pour les professeurs du second degré, les plus percutés par la réforme mal née et mal nommée du « Choc des savoirs », cela atteint 93,4 %.

Dans ce contexte, le Premier Ministre Michel Barnier a annoncé que l'École resterait une priorité. Il ne convainc malheureusement pas. Les mesures d'économie dans le budget 2025 confirment une relégation de l'École encore plus loin dans la liste des priorités du gouvernement et de ses soutiens à l'Assemblée. L'UNSA Education dénonce une fois de plus le sacrifice de l'École publique ! D'une part, la suppression de 4000 postes d'enseignants va venir aggraver le manque déjà profond de personnels : classes davantage surchargées ici, remplacements encore moins assurés ailleurs, postes non pourvus là, ou encore accueil toujours plus indécent des élèves à besoins éducatifs particuliers... D'autre part, le verrouillage des enveloppes budgétaires en dit long sur le dialogue social mort-né quant aux choix de financement à effectuer. De l'argent à la rescoufle du tant décrié plan « Choc des savoirs » mais rien en revanche pour les besoins réels des élèves ni pour la revalorisation salariale urgente mais sans perspectives depuis deux ans. En parallèle, une fois de plus, zéro effort à noter côté enseignement privé ! Une alternative rendue toujours plus séduisante pour les familles.

Ce n'est définitivement pas avec de tels choix inadaptés que les élèves vont avoir confiance en leur avenir et que les personnels vont entrer ou rester dans le métier. En quelques mots : nous assistons à une volontaire orchestration de destruction du service public d'éducation débutée depuis 2017 qui continue son œuvre de sape. L'UNSA Education exige du gouvernement de faire preuve d'un peu de respect et de responsabilité pour le pays qu'ils ont choisi de servir, en renonçant aux suppressions de postes annoncées. Le meilleur moyen pour prévenir une crise dont les premières victimes seraient les plus faibles, c'est de donner les moyens à l'École Publique ! C'est le sens de l'alerte sociale que L'Unsa Education a déposé aux côtés des autres organisations syndicales de l'Education Nationale en octobre.

Dans le premier degré, dans notre département, les effectifs ont accusé une nouvelle baisse, malheureusement plus importante que prévue. Cependant les réalités de terrain des équipes ne vont pas en s'améliorant. La simple évolution chiffrée du E/C n'est pas si significative que cela. Ce nombre ne met pas en lumière le nombre de PPRE, d'inclusions d'élèves à besoins particuliers, d'élèves présents en classe ordinaire faute de place en structure adaptée, de demandes d'aide et de prises en charge par le RASED non honorées faute de moyens suffisants. Un groupe de 24 élèves d'aujourd'hui n'est pas identique à celui d'hier.

Le maillage territorial est celui de la ruralité, même dans des communes de plus de 2000 habitants du fait de la dualité scolaire. Quelles sont les pistes de réflexions pour éviter que les petites structures, dont les classes sont nécessairement complexes, ne consomment pas les moyens au détriment des autres ? Les RPI semblent être une piste, mais il y en a une autre : ne pas permettre la concurrence de deux écoles primaires (une publique et une privée) sur une même commune.

Dans le second degré, nous constatons une très nette chute des effectifs dans les collèges publics, quel que soit le niveau de classe. C'est très inquiétant, particulièrement à la Roche-sur-Yon et dans les établissements de la côte. Est-ce un simple problème démographique ? Une immigration qui s'inverse ? La concurrence toujours plus forte du privé confessionnel ? Difficile de se prononcer avant la tenue du CDEN. Néanmoins, pour l'UNSA-Education, il ne faut pas profiter de cette baisse pour sabrer dans les moyens des collèges mais plutôt de leur permettre d'améliorer les conditions de travail des élèves et de tous les personnels avec des effectifs allégés dans les classes.

Pour les lycées, la baisse est moins marquée. On peut même noter une amélioration dans les formations post-bac. Nous espérons qu'elle se maintiendra. De même, les effectifs des secondes GT sont meilleurs cette année. Il faudra travailler pour qu'un maximum d'entre eux continuent en première GT. Enfin, les formations professionnelles restent attrayantes. L'UNSA-Education milite toujours pour qu'elles soient toutes présentes et accessibles dans les lycées publics du département qui devraient tous offrir au moins une classe de troisième prépa-pro.

Pour conclure, la situation était complexe à la rentrée 2024, mais la rentrée 2025 à venir paraît insoluble. En effet, même si la baisse des effectifs annoncée se confirme, les fermetures de postes qui se profilent seront complexifiées par le tissu scolaire particulier de notre département.

Nous vous remercions de votre attention.

Céline LACOSTE & Philippe BOUNOLLEAU, représentants pour l'UNSA-Education